

*L'Adresse—M. Clark*

**M. Clark:** J'aimerais en venir maintenant au débat sur le discours du trône. Certaines des mesures annoncées hier sont les bienvenues, mais elles sont très rares. Bien sûr, pour ce qui est de la plupart de celles qui sont les bienvenues, le gouvernement est revenu sur sa position, mais ne nous a-t-il pas habitués à ce genre de revirement?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Quant à la constitution, nous avons le plaisir de constater que le gouvernement a renoncé à sa position, à savoir que le partage des pouvoirs doit venir en second lieu après les discussions au sujet des institutions et des droits, et qu'il a adopté la position préconisée par mon collègue, le député de Kingston-et-les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonal), par le leader de l'opposition à l'autre endroit et par moi-même à savoir, que la question du partage des pouvoirs doit recevoir au moins la même priorité. Il est clair que le gouvernement est chargé de proposer aujourd'hui des changements de pouvoir précis et j'espère qu'il n'essayera pas de les retarder en usant d'artifices.

Comme nous le montre le discours du Trône, le gouvernement continue à tergiverser et à hésiter sur la question de la monarchie et une fois de plus, je pense qu'il veut préciser sa position.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Le gouvernement déclare qu'il n'a pas l'intention de modifier le rôle attribué à Sa Majesté mais l'avant-projet comprend plusieurs articles proposant précisément de modifier le rôle joué par Sa Majesté et par la monarchie dans notre pays. Que le gouvernement cesse d'essayer de leurrer les Canadiens sur ses intentions concernant la monarchie! Il est dit dans le discours du Trône que le gouvernement est disposé à modifier le texte législatif. La question est de savoir s'il changera d'avis et cessera de vouloir faire de Sa Majesté une sorte d'adjoint du Gouverneur général. Tout est là et nous voulons une réponse à cette question.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Clark:** Mais pour ce qui est de cette question comme pour les autres, nous attendrons que le gouvernement présente des projets de lois précis pour décider si le discours du Trône est valable ou non.

Le gouvernement sait que mon parti et moi-même nous sommes engagés à adopter une attitude positive et à lui prêter main forte pour toutes les initiatives sérieuses qu'il soumettra, étant bien sûr entendu que nous examinerons les détails de ses propositions législatives avant de prendre une décision finale. Je fais allusion ici aux références sibyllines, faites à la fin du discours du Trône, à propos de l'accès du public aux documents du gouvernement et «(dans le cas de certains programmes importants), (de) l'examen par le Parlement de l'évaluation qu'en fait le Gouvernement.» Peut-être veut-on parler de certains types de lois sur la liberté d'information ou de lois d'abrogation mais la formulation n'en est pas moins alarmante. Tout d'abord, on parle d'informations gouvernementales». Monsieur l'Orateur, il s'agit d'informations publiques.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Clark:** Tant que le gouvernement ne se sera pas rendu à cette évidence, il continuera à être le gouvernement le plus secret du monde occidental.

● (1512)

Les lois d'abrogation ne devraient pas demander au Parlement d'examiner le bilan que le gouvernement a lui-même dressé de sa politique. Pour être judicieuses, ces lois devraient permettre au Parlement d'émettre son propre jugement sur les mesures gouvernementales et de mettre un terme au programme s'il l'estime nécessaire.

Le discours du Trône incite les parlementaires à s'atteler de toute urgence à la tâche. Or, c'est le gouvernement qui établit l'ordre du jour des débats à la Chambre. Le discours du Trône était pour lui l'occasion rêvée de fixer cet ordre du jour et d'insister sur l'urgence des mesures à prendre mais au lieu de cela, le discours ne renferme que des phrases creuses. On n'y trouve aucun programme et aucun appel à l'action immédiate. Une phrase ressort du discours du député de York-Sud. Elle a parlé de tisons éteints. Rien ne saurait mieux décrire ce gouvernement amorphe qui a perdu le feu sacré mais qui essaie tout de même de s'accrocher au pouvoir.

Au printemps, le Premier ministre (M. Trudeau) s'est abstenu de déclencher des élections générales et a déclaré: «Il est plus important de s'attaquer aux problèmes fondamentaux de l'économie.» Mais le discours du Trône n'aborde en rien ces problèmes. Le ministre des Finances recourt à de faux-fuyants, sa spécialité: il refuse de fixer une date pour le budget, d'informer le Parlement et les Canadiens de la situation réelle des revenus, des perspectives de croissance et des critères sur lesquels il se base pour les établir, ce qui permettrait à la Chambre de se prononcer sur le budget quand il sera présenté, s'il l'est. La vérité est que ce gouvernement est au pouvoir depuis plus de dix ans et voilà au moins dix mois qu'il n'assume plus ses responsabilités. En fait, la situation actuelle du Canada est effrayante en ce sens que le gouvernement a cessé de gouverner et qu'il consacre tous ses efforts à se préparer à des élections dont il n'a pas le courage de fixer la date.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Clark:** J'attire l'attention de la Chambre sur le chaos qui a régné au Canada au cours des dix derniers mois. Le premier ministre a commencé l'année en convocant une réunion des premiers ministres en février. A cette réunion des premiers ministres qu'il avait convoquée, le gouvernement du Canada n'avait rien à proposer, littéralement rien à proposer. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a fait son petit spectacle mais il n'avait aucune proposition concrète à présenter aux premiers ministres. En fait, n'eussent été les propositions avancées par les gouvernements provinciaux, cette conférence n'aurait absolument rien donné.

Ensuite, le ministre des Finances a louvoyé et tergiversé pendant tout le printemps et s'est refusé à présenter un budget. Le 17 mars, il a déclaré: «Je ne pense pas qu'il soit opportun de présenter un budget». Quelque 23 jours plus tard, il présentait un budget, si mal préparé qu'il est venu tout près de susciter une crise dans les relations fédérales-provinciales. Ce même ministre a continué à parler de taux de croissance qu'il ne peut démontrer, tandis que d'après le journaliste Wayne Chevel-dayoff, les fonctionnaires citaient en privé d'autres chiffres, des chiffres qu'ils considéraient plus exacts que les données gonflées citées par le ministre. Ce même ministre prétend encore qu'on laisse flotter le dollar, mais il tire 4.3 milliards de dollars des réserves de change pour le soutenir.